

La candidature française à l'Exposition universelle 2025 pourrait être officialisée dans les semaines qui viennent, M. Pascal LAMY présidera le GIP

La candidature française à l'Exposition Universelle 2025 pourrait être officialisée "dans les semaines qui viennent", après avoir franchi une nouvelle étape avec la mise en place jeudi à Matignon d'une nouvelle structure pour la porter, associant Etat, entreprises et collectivités (cf. CE 05/09/2016). Le Premier ministre Manuel VALLS, qui "se félicite de la dynamique collective réunie autour de ce projet" d'Exposition Universelle, "proposera au président de la République François HOLLANDE de confirmer la candidature de la France auprès du Bureau International des Expositions", a indiqué Matignon.

M. VALLS a installé ce Groupement d'intérêt public (GIP) réunissant aux côtés de l'Etat (30 %) l'association ExpoFrance 2025 (réunion d'entreprises qui portait jusqu'à présent la candidature et qui détiendra 40 %) ; la Ville de Paris, la Région Ile-de-France et la Métropole du Grand Paris détenant chacune 10 %. Il sera présidé par M. Pascal LAMY, inspecteur général des finances honoraire, délégué interministériel chargé de la coordination des acteurs publics pour la candidature de la France à l'Exposition universelle de 2015, ancien directeur général de l'OMC, ancien commissaire européen, président d'honneur de Notre Europe-Institut Jacques Delors. Son 1<sup>er</sup> vice-président sera M. Jean-Christophe FROMANTIN, député-maire (DVD) de Neuilly, président d'ExpoFrance 2025. Les trois collectivités étant présentes au bureau du GIP.

La nouvelle structure doit maintenant travailler "à mobiliser tous les atouts : thème, organisation spatiale, modalités de choix du site au sein du Grand Paris", selon Matignon.

A l'issue de la réunion, M. Pascal LAMY a indiqué qu'une "étape importante" avait été franchie. "La prochaine étape sera le dépôt de la lettre officielle de candidature" par le président de la République, comme c'est la règle, qui interviendra "dans les semaines qui viennent", a-t-il déclaré. "Tout le monde est autour de la table, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent et nous permet de passer aux choses sérieuses", a-t-il ajouté.

Le GIP doit maintenant plancher sur la définition du thème du projet, qui doit être inscrit dans la lettre de candidature. Or, la maire PS de Paris Anne HIDALGO avait ouvertement critiqué à la fin du printemps dernier la gouvernance du projet, alors porté par ExpoFrance 2025 et son président M. Jean-Christophe FROMANTIN. Elle avait éreinté son contenu portant sur un "village global", interactif, quelque part sur le territoire du Grand Paris, au-delà du périphérique. "Pour l'instant, le thème est en voie d'élaboration", a indiqué M. LAMY, "il ne fait pas partie des décisions prises

aujourd'hui". M. FROMANTIN a pour sa part expliqué que "la discussion avait été très consensuelle et très enthousiaste. Il a été convenu qu'on remettrait tous les sujets sur la table. Chacun a des idées, des enrichissements. Ce n'est pas un processus fermé. C'est dans ce sens que tout le monde a envie de travailler". La Ville de Paris, qui rejette l'avant-projet de M. FROMANTIN, a proposé un thème sur l'environnement, 2025 marquant le 10e anniversaire de la COP 21. La capitale a proposé le Val-de-Marne pour accueillir l'exposition. Mme Valérie PECRESSE, présidente (Les Républicains) du Conseil régional d'Ile-de-France, a salué un "projet tout à fait enthousiasmant, surtout aujourd'hui avec la perte de recettes touristiques importante que nous connaissons". Si les Jeux Olympiques, comme proposé, ont lieu au nord de Paris, Mme PECRESSE plaide pour une Expo "au sud de Paris, ce qui pourrait permettre de dynamiser la construction d'infrastructures de transports dans le sud-est."

Pour le moment, aucun pays n'est officiellement candidat pour 2025. Toronto (Canada), Osaka (Japon), Bakou (Azerbaïdjan), Manchester (Grande-Bretagne) seraient sur les rangs. Le dépôt officiel d'une candidature déclenche un compte à rebours de six mois pour les entrées en lice officielles. Après présentation du projet formel des candidats, le gagnant pourrait être désigné en novembre 2018.